

Police et démocratie: jeux de miroirs

La police est d'abord une force à disposition du collectif, elle maintient l'ordre public par la prévention des violences, la dissuasion et la répression. Comment être une police démocratique, dans un contexte où l'on voit émerger des formes nouvelles de criminalité et de risques ?

Thierry NOVARESE, professeur de philosophie, chargé de cours à l'ENSP, expert auprès du CHEMI, responsable de recherches à l'IRFSU*

« **A** prendre le terme dans la rigueur de l'acception, il n'a jamais existé de véritable démocratie et il n'en existera jamais. [...] S'il y avait un peuple de dieux, il se gouvernerait démocratiquement. Un gouvernement si parfait ne convient pas à des hommes. » (J.-J. Rousseau)⁽¹⁾

L'acte de naissance de la Cité grecque comme espace politique démocratique se confond immédiatement avec la définition d'un « vivre ensemble », d'un espace d'échange qui prend pour nom *politeia*. Les missions de police se placent dans la prise en charge du respect des modalités de cet échange entre les citoyens. La police acquiert les moyens d'une pacification des rapports en soustrayant la violence aux individus. Elle n'est d'abord, en ce sens, que l'expression de la puissance souveraine. Auparavant la justice n'était qu'une notion personnelle où chacun confondait pathos et châtement. « Œil pour œil » est certainement une première tentative pour endiguer la furie de la vengeance, pour limiter la réparation seulement à ce qui est perdu. Forme de ratio dans un monde en fureur. Car la violence peut grandir à ce point qu'elle peut menacer jusqu'à la subsistance même d'un corps

social ; la puissance souveraine devient alors l'intermédiaire indispensable à la vie de chacun. Une demande d'ordre émerge devant le chaos d'une liberté sans frein, elle a pour effet de légitimer une structure hiérarchique coercitive.

Dans l'intimité des passions et des familles

La demande de sécurité est contemporaine de la société civile. Le développement de soi suppose d'abord l'assurance de ne plus craindre pour sa vie. L'épanouissement est donc second et ne se produit que parce que la régulation des comportements est acquise. Si, pour une raison quelconque, la sécurité se trouve menacée, il y a un réflexe de retour vers l'axe de la sécurité, au détriment de l'utilité. La société civile est toujours duale, mélange fragile entre sécurité et utilité. La police est une organisation qui bénéficie de l'usage potentiel de la force, et ce jusqu'à la violence létale – aussi la légitime défense des policiers est-elle, en France, calquée sur celle de tous les citoyens : proportionnalité et immédiateté sont requises pour établir les conditions de cette légitime défense –, loin, donc, du modèle américain où, dès la mise en contact avec le policier, celui-ci est, de facto,

* Respectivement : Ecole nationale supérieure de la police, Centre des hautes études du ministère de l'Intérieur, Institut de recherches de la Fédération syndicale unitaire.

en situation de légitime défense pleine. Ce pouvoir peut cependant paraître disproportionné et cristallise les passions. Cela permet de comprendre pourquoi la police est prise dans une perception ambiguë : elle est indispensable pour ce qui relève du litige, précisément afin de supprimer la violence possible des rapports entre les personnes et souvent entre proches ; mais parce qu'elle s'immisce dans l'intimité des passions et des familles, elle est aussi détestée.

La sous-culture policière connaît ce paramètre, celui qui est policier ne peut ignorer ce point de rupture avec la société civile, en même temps qu'il sert de ciment aux policiers dans la construction d'une identité commune qui, longtemps, a produit un effet d'isolement. Être policier c'est accepter de porter cette charge, désir et crainte, amour et haine – en un sens, on peut affirmer que la position policière est psychanalytique, elle est dans l'entre-deux des attentes et des répulsions. La police fait partie d'une catégorie que nous qualifierons de « prismatique », elle porte à la fois cette charge de désir et de haine – rappelons que pour les litiges de la vie ordinaire, le réflexe des citoyens est majoritairement d'appeler « police-

(1) *Du contrat social*, 1762, livre III, chapitre 4.

secours», et, en même temps, comme elle s'introduit dans l'intimité des foyers, elle est l'objet de toutes les haines.

L'histoire des sociétés est donc celle d'une dépossession progressive de la violence des individus pour la rediriger vers l'Etat. Si l'on peut parler d'un mouvement démocratique, on peut le saisir par le fait de vouloir supprimer la violence par d'autres moyens que la violence: il ne s'agit pas de détruire le danger, mais de le neutraliser. Ici, la ligne de partage entre ennemi et adversaire est posée. L'ennemi est celui qui doit être détruit, l'adversaire est au contraire celui qui a quitté provisoirement la société civile mais qui doit pouvoir la rejoindre. La différence entre armée et police se trouve dans cette différence de conception de l'usage de la force. Elle doit être mesurée et proportionnée dans le cadre d'une opération de police, alors qu'elle est immédiatement sans limite du côté de son usage militaire. C'est que l'autorité militaire est à elle-même son propre chef; une fois la mission déterminée, son accomplissement ne dépend d'aucune autorité externe. Sauf à répondre d'exactions qui relèvent du crime de guerre ou contre l'humanité. La police est pour sa part toujours à disposition, et sous le contrôle d'autres institutions. Mais peut-être que l'interrogation sur ce que doit être une police démocratique devrait se poser au pluriel. Il faudrait en effet parler «des» polices et décliner pour chacune les missions, les objectifs et les donneurs d'ordres. Nous pouvons distinguer trois grands types de police: la police du sommeil, la police judiciaire et la police de souveraineté. Si toutes ont en charge la sécurité, leur champ d'exercice est distinct:

- la police de tranquillité (police du sommeil) est au service des citoyens, sa fonction est d'intervenir à partir d'une requête du public qui, le plus souvent, en passe par le 17 (police-secours). C'est le «gar-

S'interroger sur ce que doit être une police pour être pleinement démocratique, n'est-ce pas prendre la partie pour le tout? Sommes-nous déjà dans un cadre sociétal «pleinement démocratique», qui permettrait cette interrogation sur une des composantes institutionnelles de la société?

(2) *Métaphysique des mœurs*, 1797, partie «Doctrines de la vertu».

dien de la paix», qui assure par des millions d'interventions annuelles la sécurité publique;

- la police judiciaire est la plus médiatiquement connue, mais elle ne représente seulement que 7% des effectifs de police, son requérant est le magistrat - elle est à disposition de la justice afin d'établir les faits et d'interpeller les criminels;

- la police de souveraineté assure la pérennité de l'exécutif, elle est au service de l'Etat. Elle gère le maintien de l'ordre - notion vague qui peut effectivement servir à des fins très différentes.

Société, police et démocratie

L'interrogation sur la police est historiquement liée à la police de souveraineté, de par son lien direct avec le gouvernement. Elle se trouve en effet à la croisée des chemins, entre la légitimité d'assurer l'ordre social et les risques de glissement vers un cadre autoritaire. Mais là encore, la police de maintien de l'ordre dépend de l'autorité préfectorale et politique, elle n'agit pas de sa propre initiative. Dans cette police de souveraineté, nous trouvons les renseignements intérieurs (Direction générale de la sécurité intérieure et Service central du renseignement territorial), ils cristallisent souvent les critiques car leur objet est précisément de travailler dans les zones d'ombres de la République. Il s'agit pour ces services de collecter des informations sur des personnes ou des mouvements afin de prévenir un trouble à l'ordre public, quelle qu'en soit sa nature (trouble politique, terrorisme, espionnage commercial). Dans tous les cas, aucune information ne vaut sans l'aval de l'institution judiciaire, en l'espèce un magistrat instructeur. La collecte d'informations n'est pas une phase judiciaire, sauf si elle est commandée par un juge, autrement dit aucune information collectée ne peut servir de preuve contre un individu si la

surveillance est commandée par une autre autorité que judiciaire. Demander ce que doit être une police pour être pleinement démocratique, n'est-ce pas prendre la partie pour le tout? Sommes-nous déjà dans un cadre sociétal «pleinement démocratique», qui permettrait cette interrogation sur une des composantes institutionnelles de la société? Allons plus loin. Dans une société entièrement démocratique, la police disparaîtrait: la police n'est là que comme le bras armé d'une démocratie inachevée. E. Kant définit l'autonomie comme le fait de se déterminer soi-même, l'autonomie est donc le moment le plus haut de la liberté, mouvement d'intégration de la loi extérieure comme sa propre loi. Moment que Kant formule dans un impératif catégorique: «*Agis toujours de telle sorte que ta maxime individuelle puisse devenir une règle universelle de la raison*»⁽²⁾.

Une société pleinement démocratique, finalement, sortirait de

© HELSINKI, LICENCE CC





l'affrontement des consciences pour ne plus répondre qu'aux injonctions du bien commun. Or c'est l'infraction aux lois, la présence des délits et des crimes qui donnent naissance à une force spécifique de police.

La délinquance a changé de visage. Si la violence acquisitive a explosé dans les années 1970, nous sommes aujourd'hui face à une violence « anémique », gratuite et radicale.

La police face à de nouveaux désordres

Notre environnement s'est profondément transformé, avec une délinquance plus massive et la disparition de champs délimités et clairs entre petite et grande délinquance. On peut voir ainsi des jeunes passés à l'acte du côté de faits criminels graves alors qu'ils n'étaient connus que pour des délits mineurs. Mais la possibilité acquisitive d'une arme change la nature de l'action – mettre des gants, une cagoule

La police est indispensable pour ce qui relève du litige, afin de supprimer la violence possible des rapports entre les personnes; mais parce qu'elle s'immisce dans l'intimité des passions et des familles, elle est aussi détestée.

(3) *Le Suicide*, 1897.

et menacer avec une arme de guerre... – sans que cela n'engage nécessairement, pour les auteurs, une compréhension de la modification de la nature de l'acte lui-même et de sa gravité pénale. Il est extrêmement difficile, face à une violence erratique, donc imprévisible, de se protéger, et la réactivité des forces de l'ordre est soumise à l'épreuve difficile d'une réalité criminogène nouvelle. Devant cette criminalité organisée très active, des menaces et une réalité terroriste, la police se doit d'être exemplaire. Mais n'est-ce pas une exigence démesurée qui pèse sur les policiers? La police est le thermomètre de la démocratie, on peut mesurer par elle toutes les poches d'insatisfaction de notre société. Et toute société, disait E. Durkheim, suppose une part incompressible de délinquance. Chaque organisation sociale fabrique du crime, il s'agit pour lui d'un fait social comme un autre, il faut donc considérer le crime comme

« normal parce qu'une société qui en serait exempte est tout à fait impossible »⁽³⁾, s'il ne dépasse pas une dimension acceptable qui mettrait en péril l'organisation sociale. Dans cette conception, la délinquance est finalement produite directement par la norme. L'établissement d'une loi suppose la volonté de transgression, et, en retour, produit la violence institutionnelle de la loi par l'imposition de son respect. C'est ce choc du retour que nous voudrions atténuer mais qui, lui-même, ne peut totalement se résoudre autrement que par le vœu pieux de voir se dissoudre la violence initiale elle-même.

Nous retrouvons ici les termes du contrat social de Rousseau qui, déçu de ne pouvoir « faire un homme » avec l'*Emile* (1762), fabrique un citoyen – pâle reflet d'une nature qui s'estompe progressivement afin de laisser advenir l'homme nouveau de l'industrie. Mais Rousseau est un lecteur des anciens, il construit la société démocratique moderne, les yeux tournés vers les Grecs. A l'aube d'une révolution sur le statut même de la volonté et de la conscience, il invoque l'intérêt général comme le terreau de la vie en commun. Pourtant, la révolution qui s'annonce est celle d'un nouvel âge: celle du libéralisme, du libre commerce, de la volonté, du primat de l'intérêt individuel... La démocratie qui s'annonce est théoriquement influencée par les idéaux de l'antiquité grecque, et réellement établie sur la réalité d'une bourgeoisie montante et des prémisses d'une industrialisation qui va révolutionner à la fois le travail et les pensées. C'est le contexte du monde qui change et, avec lui, notre tolérance au désordre mais aussi à l'ordre. Nous attendons que ceux qui ont en charge la sécurité soient toujours exemplaires, alors même qu'autour d'eux règne pourtant une forme de chaos social, politique, économique et parfois humain. ●